



Conférence de presse

## Des questions aux candidats pour des réponses précises

**Par une adresse aux candidats, la CFDT s'engage dans la campagne présidentielle. Elle attend des réponses dont elle fera connaître la teneur et rencontrera les cinq prétendants représentant des partis de gouvernement. Pas de consigne de vote : la CFDT s'en tient à son autonomie. En revanche, elle fera campagne pour que tous les citoyens exercent leur droit.**

Une autre France va probablement se dessiner après les scrutins des 22 avril et 6 mai. D'ici là, la CFDT s'engage dans le débat public ouvert par la campagne présidentielle via une adresse aux cinq candidats dont les partis ont un projet de gouvernement, à savoir le PC, le PS, l'UDF, l'UMP et les Verts. La CFDT veut donc contribuer au débat, « *sans esprit partisan* », comme l'a souligné François Chérèque lors d'une conférence de presse le 13 février en compagnie de Laurence Laigo, secrétaire nationale.

« *Les périodes électorales sont de grands moments démocratiques, a affirmé le secrétaire général, mais aussi des opportunités pour faire émerger les préoccupations des salariés.* » Les cinq candidats ont donc chacun sur leur bureau, depuis le lundi 12 février au soir, une adresse déclinée en plusieurs thèmes majeurs – « *les plus urgents pour les Français* » : travail, emploi, salaire ; cohésion, protection sociale et logement ; la relance européenne ; la démocratie sociale. « *Pas un catalogue* », mais des questions essentielles qui appellent des réponses précises. Aussi, cette adresse aux candidats est-elle assortie d'une demande de rendez-vous pour chacun d'entre eux. Après ces rencontres, « *nous ferons connaître leurs réponses* », a précisé le secrétaire général.

**Pour la réhabilitation du politique.** Les thèmes choisis ne doivent rien au hasard. Ils recourent ceux pour lesquels la CFDT a pris position au congrès de Grenoble. Et ils sont présents dans l'actuel débat de campagne, qui, pour l'heure – et c'est heureux – se centre sur les sujets sociaux, « *même si parfois cela reste simpliste* », a lancé au passage François Chérèque : « *Nous attendons des réponses qui donnent du sens, et non pas un catalogue sans vision. Il s'agit de faire sortir les candidats à l'élection présidentielle de discours approximatifs, d'entendre leurs remarques et de confronter leurs points de vue.* »

En demandant aux candidats des réponses argumentées et charpentées, et en les rencontrant, la CFDT entend contribuer à réhabiliter le politique. Le spectre du 21 avril 2002 reste gravé dans les esprits, et le risque n'est pas évacué eu égard à la défiance des citoyens vis-à-vis du politique. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rapporter à une récente enquête du Cevipof, qui indique que 59% des Français considèrent que l'issue de la campagne présidentielle n'aura aucun impact positif sur leur vie quotidienne. Si elle reste fidèle à son principe d'autonomie – la CFDT ne donne pas de consigne de vote –, elle insiste en revanche sur la nécessité du vote et fera campagne en ce sens, dans l'esprit de la démarche impulsée avant Noël au sein des organisations pour l'inscription sur les listes électorales.

**Notre modèle social doit évoluer.** L'adresse se divise en quatre chapitres. Le premier « *travail, emploi et salaire* », met en avant la sécurisation des parcours professionnels. Sont proposées des lignes directrices (rénewer le contrat de travail, améliorer l'insertion dans l'emploi, consolider la protection des salariés privés d'emploi...). Une des questions est donc : « *Quelle appréciation portez-vous sur ces lignes directrices ?* » Sur le pouvoir d'achat : « *Comment s'y prendre pour que le Smic ne soit pas un salaire pour toute la vie professionnelle et qu'il retrouve sa fonction initiale de filet de sécurité ?* », a interrogé le secrétaire général.

Le deuxième chapitre, sur la cohésion sociale, la protection sociale et le logement, questionne notre modèle social, qui conserve toute sa pertinence bien qu'il doive cependant évoluer. Mais comment ? La CFDT veut des précisions sur le financement de nos systèmes de protection sociale. Qu'est-ce qui relève de la solidarité nationale, qu'est-ce qui doit être financé par les solidarités du travail et des salariés ?

Rappelant que la France occupera la présidence de l'Union européenne au second semestre 2008, la CFDT demande aux candidats, dans un troisième chapitre sur les moyens, de « *sortir de la panne actuelle* » de l'Europe. Comment la remettre en selle après le non français au traité constitutionnel ? Mais aussi, a ajouté Laurence Laigo, « *Comment conserver les acquis du traité ?* », notamment pour « *parvenir à donner un caractère contraignant à la Charte des droits fondamentaux* ».

Enfin, dans la dernière partie, la CFDT interpelle les candidats sur leur méthode pour réformer la démocratie sociale. « *La loi sur la modernisation du dialogue social vient d'être adoptée. Comment sera-t-elle mise en œuvre ?* », a questionné François Chérèque. Quels seront leurs choix pour rendre incontestable la représentativité des organisations syndicales ? La CFDT propose aux candidats un pacte social sur lequel elle leur demande de se prononcer. Pacte qui associerait l'ensemble des acteurs : services de l'État, partenaires sociaux, mutualité, monde associatif...

Aux candidats de faire connaître leurs choix. ■

#### **Les échos du débat : des précisions pour rectifier les erreurs...**

Interrogé, au cours de la conférence de presse, sur les différents programmes des candidats, François Chérèque s'est réjoui que « *tous soient ouverts au dialogue social, ajoutant, toutefois, dans les propos, au moins...* ». Aussi, des précisions s'imposent, et pas seulement sur la démocratie sociale. Concernant les propositions de Ségolène Royal, « *Qu'entend-elle par revalorisation de 5 % des basses pensions ? À quel niveau se situe le bas ?* », questionne François Chérèque. La CFDT entend en outre obtenir des précisions sur les orientations déjà présentées, par exemple sur « *le financement de la sécurisation des parcours professionnels par les fonds de la formation* », envisagé par la candidate du PS. « *Qu'est-ce que cela signifie réellement ? Quelle sera la place laissée aux partenaires sociaux ?* » Des demandes de précisions et des confrontations qui n'empêchent pas de contredire les candidats lorsqu'ils font des erreurs ou sont imprécis, a indiqué François Chérèque, qui a notamment critiqué certaines positions défendues par le candidat UMP lors de son passage sur TF1, le 5 février. Il a ainsi manifesté son désaccord avec Nicolas Sarkozy à propos des heures supplémentaires et du droit de grève : « *La CFDT est favorable aux discussions sur la prévention des conflits dans les entreprises, mais une remise en cause du droit de grève serait inutile et vécue comme une provocation.* » François Chérèque est également revenu sur certaines erreurs du candidat de l'UMP, qu'il avait déjà relevé au micro d'Europe 1 : « *Il nous a dit que le Smic, c'est la moitié de Français, ce n'est pas vrai ! Il y a 17 % des Français au Smic. Il nous dit que les retraités sont de plus en plus pauvres, c'est faux ! On a des problèmes avec les retraités les plus pauvres, mais ils sont la catégorie sociale dont le pouvoir d'achat s'est le plus amélioré depuis vingt ans.* »

Philippe Réau © CFDT (15 février 2007)